

MONDE

Déclaration de paix en Corée. Le président sud-coréen ROH Moo-Hyun et son homologue nord-coréen KIM Jong-Il ont signé une déclaration de paix à l'issue de leur sommet à Pyongyang. Les deux Corée sont toujours théoriquement en guerre car l'armistice de 53 n'a pas été suivi d'un traité de paix. Les deux dirigeants ont paraphé un document par lequel ils s'engagent à promouvoir la paix et la prospérité économique. Ils réaffirment leur engagement à démanteler les installations nucléaires de la Corée du Nord. Cette dernière avait accepté, le 13 février, d'abandonner son programme nucléaire en échange d'une importante aide énergétique et de garanties. Par ailleurs, le président américain George W. BUSH a salué l'accord conclu par les six pays négociateurs sur le dossier nucléaire nord-coréen, affirmant qu'il ouvrait la voie à une péninsule coréenne dénucléarisée.

La Birmanie a été mise en cause au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, convoqué en session extraordinaire à Genève, mais la Russie s'est opposée à la condamnation du régime militaire, tandis que la Chine restait prudente. Un projet de résolution présenté par l'UE a cependant été adopté qui demande notamment de libérer toutes les personnes arrêtées lors de la répression des manifestations et de relâcher AUNG SAN Suu Kyi ainsi que tous les prisonniers politiques. Mais le terme de « condamnation » n'a pas été retenu. Sur place, l'émissaire de l'ONU a finalement été reçu par le chef de la junte, et a pu rencontrer une deuxième fois la dissidente AUNG SAN Suu Kyi.

Proche-Orient. Les dirigeants israélien Ehud OLMERT et palestinien Mahmoud ABBAS sont convenus de travailler sur un « *document conjoint* » servant de base à des négociations qui seront lancées après une réunion internationale sur le Proche-Orient prévue en novembre aux Etats-Unis.

Gordon BROWN : sa première visite officielle en Irak. La Grande-Bretagne devrait avoir retiré d'Irak quelque 1000 soldats avant la fin de l'année et remis aux Irakiens le contrôle de la province de Bassorah.

Nicolas Sarkozy en Bulgarie pour une visite d'une journée à Sofia, où il a été honoré pour son rôle en faveur des infirmières et du médecin bulgares libérés cet été des prisons libyennes. Le Président de la République, qui est accompagné du secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, Jean-Pierre JOUYET, a eu droit aux honneurs militaires.

... Et bientôt en Inde. Le président Nicolas SARKOZY se rendra en Inde au début de 2008. En échange le Premier ministre indien Manmohan SINGH a été convié à Paris à la fin de 2008, a précisé la même source. En février 2006, le président Jacques CHIRAC avait effectué une visite d'Etat de deux jours en Inde, qui avait été l'occasion de signer formellement la vente d'avions européens Airbus et ATR. La France et l'Inde avaient aussi promis de doubler leur commerce bilatéral au cours des cinq prochaines années, pour le porter de trois à six milliards d'euros.

L'Iran hausse le ton contre la France. Le chargé d'affaires français Jean GREBLING a été convoqué au ministère des Affaires étrangères pour se faire signifier « *la protestation et le mécontentement de la République islamique d'Iran contre les récentes positions et le ton négatif de la France* », a affirmé un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Le diplomate iranien en charge de l'Europe occidentale a protesté contre « *les récentes positions de la France, ses efforts pour faire adopter une nouvelle résolution par le Conseil de sécurité (de l'ONU) et ses tentatives pour encourager les pays européens à adopter de nouvelles sanctions en dehors du Conseil de sécurité* ».

Présidentielle russe. L'ex-champion du monde d'échecs Garry KASPAROV a été choisi comme le candidat du mouvement d'opposition L'Autre Russie pour élection présidentielle de mars 2008, sans réussir toutefois à fédérer toute l'opposition sur son nom. Quant au président russe, Vladimir POUTINE, il n'exclut pas de devenir Premier ministre, à l'issue de son mandat. Il a annoncé qu'il conduirait la liste du parti pro-Kremlin « Russie Unie » le 2 décembre (sans toutefois s'inscrire à ce parti).

PE : nouvelle donne. Feu vert de la commission constitutionnelle du Parlement européen à la nouvelle répartition des sièges par pays. En dépit de nombreuses difficultés, la commission des Affaires constitutionnelles du Parlement européen a adopté à une large majorité (17 voix pour, 5 contre, 3 abstentions), un projet de réforme de la future composition de l'Assemblée, présenté par les co-rapporteurs Alain LAMASSOURE (PPE-DE) et Adrian SEVERIN (PSE). Le texte sera voté en plénière le 11 octobre, puis transmis au Conseil européen le 18 octobre, qui pourrait ensuite l'accepter tel quel.

Frontières européennes. Les 27 vont discuter dans les mois qui viennent de plusieurs propositions pour contrôler encore davantage les mouvements des gens rentrant et sortant de l'UE, afin de lutter contre l'immigration illégale d'une part, et le terrorisme d'autre part. Le commissaire à la justice Franco FRATTINI a confirmé lundi aux ministres européens de l'Intérieur à Lisbonne qu'il présentera le 6 novembre une proposition législative pour que chaque Etat membre se dote d'un système de stockage des données des passagers aériens arrivant chez eux, comme aux Etats-Unis. « Avoir des informations sur les mouvements des gens peut être très utile pour nos services de sécurité », a plaidé le ministre allemand de l'Intérieur Wolfgang SCHAÜBLE.

Courrier européen. Les pays européens ont trouvé « un accord politique » pour ouvrir à la concurrence le courrier postal ordinaire avec un report de deux ans, à début 2011 (lettres de moins de 50 grammes).

Présidence française, combien ça coûte ? Quelque 190 millions d'euros sont déjà prévus pour financer la présidence de l'Union européenne que la France assurera au deuxième semestre 2008. Inscrite au projet de budget 2008, la somme sera gérée par les services du Premier ministre, mais chaque ministère « viendra y puiser ce qui lui revient » au titre des dépenses spéciales engendrées par cette présidence.

Pas de référendum. Le parti conservateur britannique, réuni en congrès à Blackpool, a indiqué souhaiter un référendum sur le nouveau traité européen et par la suite sur tous les textes portant sur un transfert de souveraineté vers l'Union européenne. Le Premier ministre travailliste Gordon BROWN a plusieurs fois rejeté l'idée d'un référendum, arguant que le nouveau traité n'avait pas les caractéristiques d'une Constitution. Cette question pourrait être un axe essentiel de la campagne électorale si M. BROWN décidait de convoquer des élections anticipées dans les prochaines semaines.

Allemagne. Le principal parti bavarois, l'Union chrétienne-sociale (CSU), s'est doté d'un nouveau dirigeant en remplacement de Edmund STOIBER, qui après 14 ans au pouvoir quitte à la fois son poste de chef de parti et celui de ministre président d'un des plus puissants Länder allemands.

Belgique. Le roi des Belges ALBERT II a de nouveau chargé le chrétien-démocrate flamand Yves LETERME de former un gouvernement, avec l'espoir qu'il trouve cette fois un modus vivendi avec les francophones et éloigne le spectre d'une scission du pays. M. LETERME obtient ainsi une deuxième chance de succéder au libéral flamand Guy VERHOFSTADT au poste de Premier ministre, après un premier échec cet été.

MONDE AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Réactions aux tests ADN. Le président de la Commission de l'Union Africaine Alpha Oumar KONARE a jugé « inacceptable » pour l'Afrique le projet de loi français introduisant la possibilité de recourir à des tests ADN pour les candidats au regroupement familial. Le président sénégalais Abdoulaye WADE s'était lui aussi opposé au projet, devenant le premier chef d'Etat étranger à prendre officiellement une telle position.

Un veto risqué. Le président George W. BUSH a opposé son veto à un texte de loi étendant la couverture santé pour les défavorisés et les enfants. C'est le 4^{ème} veto en presque 7 ans de présidence. Cet acte a suscité l'indignation chez ses adversaires démocrates, mais aussi la réprobation parmi certains de ses amis républicains. Selon un récent sondage, 72% des Américains approuvent la proposition de loi qui étendrait le Programme pour l'assurance santé des enfants (SCHIP).

Présidentielle américaine, Hillary CLINTON gagne une longueur d'avance dans la course à l'investiture démocrate et recueille pour la première fois plus de 50% des intentions de vote des électeurs démocrates, selon un sondage. Selon l'enquête Washington Post/ABC News, la Sénatrice mène de 33 points son principal rival, le Sénateur Barack OBAMA.

Nicolas SARKOZY, a de nouveau reçu les parlementaires de la majorité. Le Président de la République a rappelé qu'il ne peut y « avoir qu'une seule ligne politique » pour le président de la République, le gouvernement et la majorité. Son intervention fait suite à la grogne manifestée par certains parlementaires lors des journées parlementaires de l'UMP.

Le prix à payer. L'ancien ministre des affaires étrangères et député (UMP) du Maine-et-Loire Hervé de CHARRETTE craint que « le prix à payer » pour la réforme des institutions soit l'introduction de la proportionnelle, a-t-il déclaré. « Pour ce qui me concerne, la réponse est non » a-t-il dit. Selon lui, cette question est susceptible de provoquer de « sérieux remous » au sein de l'UMP.

L'ancien ministre Gérard LARCHER retrouve son siège de sénateur des Yvelines à la suite de la démission d'Adeline GOUSSEAU. Rappelons que le nom de M. LARCHER est évoqué pour la présidence du Sénat après le renouvellement partiel de septembre 2008.

Le « tableau de bord de la réforme », annoncé par le secrétaire général de l'UMP Patrick DEVEDJIAN pour assurer un « suivi » de l'action gouvernementale, sera lancé mardi prochain. « Cet outil informatique permettra à nos adhérents, et aussi à ce qui ne nous pas encore rejoints, de suivre les promesses qui ont été faites pendant la campagne électorale », a annoncé le porte-parole du parti.

Conseil de sécurité nationale, propositions de Michel ROCARD et de Alain BAUER. Ils présentent une « contribution » à ce débat inachevé, « sans confusion ni ralliement, avec le seul souci du bien public ». Ils esquissent les « contours » de cet « organe d'analyse et de conseil », qui serait placé auprès de la présidence de la République, comme aux Etats-Unis mais aussi en Russie ou en Allemagne (au côté du chancelier).

En route vers la présidentielle de 2012 ? Alors que l'ancien Premier ministre socialiste Laurent FABIUS est sorti de sa réserve pour se poser en « responsable engagé » au sein du PS, les partisans de Dominique STRAUSS-KAHN, nommé la semaine dernière à la tête du FMI, ont présenté leur « manifeste » pour la rénovation du PS. « Je reste socialiste, je reste Français », avait lancé le nouveau directeur du FMI, formule énigmatique qui laisse en suspens la question de ses éventuelles ambitions pour l'élection présidentielle 2012. « Les derniers mots dans ces affaires reviennent toujours aux Français », avait-il conclu.

A vue. Ségolène ROYAL déplore la « succession de retournements » et la « navigation à vue » du président Nicolas SARKOZY en matière de la politique étrangère, l'accusant de faire « bourde sur bourde » et de mettre en danger la « crédibilité » de la France. Mme ROYAL relève notamment que le candidat SARKOZY était durant la campagne électorale contre l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne mais qu'il propose aujourd'hui « une perspective radicalement différente », puisqu'il admet la poursuite des négociations et « pense même à supprimer » l'obligation de convoquer un référendum pour toute éventuelle adhésion. Elle s'étonne aussi que le Hezbollah ait été invité à une réunion interlibanaise en juillet à la Celle-Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

Municipales 2008

David MARTINON à Neuilly. Le porte-parole de la présidence de la République sera candidat à la Mairie de Neuilly, ville dont Nicolas SARKOZY fut le maire de 1983 à 2002. Arnaud TEULLE, adjoint au maire, ancien collaborateur au ministère de l'Intérieur, qui souhaitait conduire une liste, a accepté d'être adjoint de M. MARTINON, à la suite d'une intervention du président de la République.

Rachida DATI, candidate à Paris ? Elle serait sur la liste de Martine AURILLAC dans le VII^{ème} arrondissement. La ministre de la Justice aurait cédé à la demande de l'Elysée et de l'UMP.

Alain JUPPE à Bordeaux. L'ancien Premier ministre sera de nouveau candidat aux élections municipales en 2008 à Bordeaux. Le Maire sortant se dit « prêt à ouvrir très largement sa liste, à tous ceux qui partagent sa vision de Bordeaux ».

DELANOE : pas de magouille... ni de confusion. Interrogé sur un éventuel accord avec le MoDem de François BAYROU pour les prochaines élections municipales à Paris, le maire socialiste répond : « Pas d'alliance à droite, je suis de gauche. Le parti le moins clair de tout Paris, c'est le MoDem. Je ne suis preneur d'aucune magouille. Je vais aller devant les citoyens en toute transparence ».

Georges SARRE dans le XI^{ème}. L'ancien ministre, premier secrétaire du Mouvement républicain et citoyen, briguera sa succession, a annoncé le parti de Jean-Pierre CHEVENEMENT, qui présentera des candidats dans les vingt arrondissements de la capitale.

PARLEMENT

Ouverture de la session ordinaire. C'est la 1^{ère} de la XIII^{ème}. Elle sera marquée dès la mi-octobre par le traditionnel débat budgétaire, avant l'examen de la réforme des institutions, qui doit être adoptée par un vote du Parlement réuni en Congrès à Versailles peut-être en février.

Assemblée nationale

Lutte contre la contrefaçon. Les députés ont adopté avec un large consensus le projet de loi déjà adopté par le Sénat en première lecture. Le PS, l'UMP et le NC ont voté pour, le GDR (PCF, Verts) s'est abstenu. La contrefaçon représente « jusqu'à 10 % du commerce mondial » pour un montant « compris entre 250 et 400 milliards d'euros par an » a soutenu le Secrétaire d'Etat au commerce extérieur, Hervé NOVELLI.

Le Groupe Nouveau Centre s'organise à l'Assemblée nationale. Son président, François SAUVADET, a mis en place plusieurs groupes de travail internes sur un certain nombre de sujets. Ces groupes de travail doivent permettre au Nouveau Centre de préciser ses positions en amont des débats, sur les sujets retenus. Quant aux relations avec le MoDem, le porte-parole du groupe Nouveau a déclaré que « la rupture » entre les députés de son groupe et François BAYROU était « consommée ». « Pour nous, il n'y a pas de nécessité à revenir vers ce qui était le groupe précédent », a dit M. PERRUCHOT. « On est aujourd'hui acteur de la majorité présidentielle. François BAYROU est spectateur. C'est son choix, on le respecte. Il faut qu'il respecte le nôtre », a-t-il ajouté.

Sénat

Immigration, asile et intégration. Le Sénat devrait adopter cette nuit le projet de loi très controversé, qui contient un amendement très corrigé sur les tests ADN pour les candidats au regroupement familial. A noter pour les conjoints étrangers des Français – notamment établis hors de France -, l'amendement de Robert del PICCHIA qui prévoit un régime dérogatoire.

Plus d'eau dans le gaz... Adoption de la proposition de loi qui met fin à l' « imbroglio » et qui autorise les particuliers à revenir aux tarifs réglementés d'EDF et GDF quand ils emménagent dans un nouveau logement, alors qu'ils sont actuellement liés par le choix de l'occupant précédent si celui-ci a opté pour la concurrence. Une disposition « transitoire » jusqu'au 31 juillet 2010.

Régimes spéciaux de retraite, le débat. L'opposition socialiste a reconnu l'utilité tout en stigmatisant « un simulacre de concertation ». Le gouvernement aborde la réforme « sans idéologie aucune », a affirmé M. BERTRAND lors de ce débat sans vote. « Si ce débat ne donne pas lieu à un vote, c'est tout simplement parce que les règles et les paramètres des régimes spéciaux ne relèvent pas du domaine de la loi. Il s'agit en effet de dispositions statutaires qui relèvent du domaine réglementaire », a expliqué le ministre.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Coopération entre la France et l'Algérie dans le domaine de l'étude et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques. Cet accord, signé le 1^{er} février 2006 à Alger, a pour objet d'identifier les domaines de coopération d'intérêt mutuel et de définir le cadre dans lequel les agences spatiales des deux États seront amenées à conclure des accords spécifiques. / Parc naturel régional de Camargue.

Ordonnance. Extension du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics.

Décret. Comité interministériel de contrôle de l'immigration : le ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement est membre de droit du Comité interministériel de contrôle de l'immigration et qu'il peut le présider par délégation du Premier ministre.

Communications. La réforme du permis de construire. / Le plan national pour l'inclusion.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Les vents d'armes. La moitié du marché des ventes d'armes aux pays en développement est partagée entre les Etats-Unis (10 milliards de dollars) et la Russie (8,1 milliards de dollars). Ce bilan est dans le Rapport annuel du Service de recherche du Congrès américain. Des ventes en baisse de 13 % mais qui s'élèvent pour le monde à 40,3 milliards de dollars. Les principaux fournisseurs européens : la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie ont vu leur part de marché tomber de 34% en 2005 à 19% en 2006 dans les pays en développement. Les principaux acheteurs sont le Pakistan et l'Inde, suivis par l'Arabie saoudite et le Venezuela. Plus de 70% des contrats obtenus par les Etats-Unis, l'ont été au Proche-Orient. La Russie reste le principal fournisseur de l'Inde et de la Chine, tandis que les Etats-Unis demeurent premier fournisseur du Pakistan.

Croissance. L'INSEE a nettement révisé à la baisse sa prévision de croissance pour 2007, tablant désormais sur une hausse de 1,8% du PIB contre 2,1% précédemment, tout en insistant sur les incertitudes liées à l'impact de la crise sur les marchés financiers.

Le moral des ménages a nettement baissé en septembre avec une chute de 6 points, l'indicateur qui le mesure s'établissant à -21 contre -15 en juillet, en données CVS.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Le ministère des Affaires étrangères souhaite poursuivre un vaste programme de réorganisation de son réseau diplomatique. Avec 158 ambassades, 21 représentations auprès d'organisations internationales et 232 postes consulaires, le réseau français est considéré comme le deuxième du monde, après celui des Etats-Unis. Avec 4,5 milliards d'euros prévus pour 2008, soit une hausse de 1,5%, le budget des Affaires étrangères représente 1,6% du budget de l'Etat. Le Quai d'Orsay entend notamment intensifier son implantation, en particulier consulaire, dans les « *grands pays émergents* » -la Chine, la Russie, l'Inde...- dont l'importance diplomatique et économique ne cesse de croître. Paris souhaite également développer la « *mutualisation* » de ses services diplomatiques et consulaires avec d'autres pays européens, en particulier l'Allemagne.

Regroupement des sites parisiens. La réorganisation touche également Paris, avec un regroupement sur deux sites au lieu de la dizaine actuellement dispersés dans Paris. Le ministère conservera son siège sur les bords de la Seine, le Quai d'Orsay, et regroupera les autres dans l'ancien immeuble de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention, dans le 15^{ème} arrondissement, dans le sud de la capitale.

Oran. L'ambassadeur de France en Algérie Bernard BAJOLET a officiellement rouvert le consulat général de France à Oran fermé depuis 1994 en raison des menaces islamistes. La cérémonie de réouverture a eu lieu en présence du nouveau consul général, René LEVARAY.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

La semaine de 4 jours au primaire : les précisions. Toutes les écoles primaires feront la semaine de quatre jours à la rentrée 2008, en dispensant deux heures de cours de moins. « *Les deux heures de cours du samedi, que certaines écoles avaient déplacées le mercredi matin, seront purement et simplement supprimées, ce qui portera à 846 heures annuelles* » contre « *936 actuellement, le temps scolaire des enfants en primaire* ». Le Ministre a pourtant fait savoir, lors des questions d'actualité au sénat, que le Gouvernement n'exerce aucune pression en faveur de la semaine de quatre jours : la question relève entièrement des communes.

La commission de garantie des retraites doit donner le coup d'envoi de la réforme en menant des auditions sur un éventuel allongement de la durée de cotisations. Créée par la réforme des retraites de 2003, la commission doit indiquer avant le 1^{er} novembre si l'évolution de l'espérance de vie justifie un allongement, de 40 à 41 ans, à raison d'un trimestre supplémentaire par an entre 2009 et 2012, de la durée de cotisation nécessaire pour une retraite à taux plein dans les secteurs public et privé.

Contrat unique d'insertion. Le président de la République, Nicolas SARKOZY, a affiché son intention de « *mettre le paquet* » pour « *bousculer* » le modèle social et refuser « *l'assistanat* », annonçant la création d'un « *contrat unique d'insertion* » et l'organisation d'un « *Grenelle de l'insertion* ». « *Martin HIRSCH est mandaté pour l'organiser* ». M. SARKOZY a également demandé à M. HIRSCH de « *réfléchir à la fusion des minima sociaux, à la prolongation* », « *au-delà de deux ans* », des contrats aidés et « *à la question du bouclier sanitaire* ».

Chômage : fusion des organismes. Le ministre de l'Economie, des Finances et de l'Emploi, Christine LAGARDE, a dévoilé les grandes lignes de la fusion ANPE-Unedic, qui devrait, selon elle, permettre de ramener le taux de chômage à 5% avant la fin du quinquennat et de se rapprocher d'un taux d'emploi de 70%. Cette fusion devrait être effective « dans six mois ou un an ». Un projet de loi sera présenté au Parlement « en décembre, pour une adoption définitive début 2008 ».

La réforme des immatriculations des véhicules en France, interviendra progressivement à compter du 1^{er} janvier 2009, attribuant un numéro à vie à chaque véhicule et rendant facultative l'identification départementale.

La Ville de Paris va réduire la publicité dans ses rues avec un règlement local beaucoup plus restrictif, pouvant aller jusqu'à une diminution de 30% et une interdiction des panneaux de 12 m. Ce règlement a été voté à l'unanimité par le groupe de travail où sont représentés l'Etat, la mairie (PS, Verts, UMP et MRC), des professionnels et associations.

Le Concorde fait encore de l'argent. La vente aux enchères à Toulouse de 835 pièces de rechange du célèbre supersonique commercial, a rapporté plus de 800.000 euros. Il s'agissait d'une vente grand public avec beaucoup de petites pièces, dont les estimations étaient intentionnellement basses. Matériels phares de la vente, deux machmètres estimés entre 1.500 et 2.500 euros, ont été adjugés : le premier pour 26.000 euros et le second pour 29.000 euros. Le train d'atterrissage de 1,2 tonne sans les roues, s'est finalement vendu 26.000 euros. Quant aux deux sièges de toilettes du supersonique, ils ont fait l'objet d'enchères jusqu'à 5.200 euros...

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

BIP ! BIP ! BIP ! 50 ans déjà... C'était le 4 octobre 1957, le monde se réveillait en entendant ce bip ! bip ! bip ! sur toutes les chaînes de radio et apprenait un nom russe : Spoutnik. L'URSS venait de lancer Spoutnik, premier satellite artificiel en orbite autour de la Terre. Un coup de tonnerre dans la guerre froide de l'époque mais le véritable point de départ de la conquête spatiale. Nikita Khrouchtchev et les autorités de l'URSS n'ont pas vu tout de suite l'aspect politique du lancement. La première information officielle sur Spoutnik ne fut qu'un bref article dans les pages intérieures de la « Pravda ». Ce n'est que deux jours plus tard que le quotidien soviétique fit sa une sur le satellite, citant les innombrables éloges provenant de l'étranger.

CARNET

Sports

Passe ton Black d'abord... Le XV de France affronte ce samedi les redoutables All Black de Nouvelle Zélande, en quart de finale... à Cardiff. La première mi-temps se joue sur la couleur de maillot que devront porter les All Blacks, qui devraient être en gris, après avoir perdu le tirage au sort...

Décès

Christian de la MALENE, ancien ministre du général de Gaulle et ancien sénateur de Paris, à l'âge de 86 ans. Elu parlementaire depuis 1958, membre de plusieurs gouvernements, fidèle à ses convictions, il a toujours mis toute son énergie à défendre une « certaine idée de la France » dans la droite ligne du Général de Gaulle.

Mariage

Notre collègue Armanda MIRANDA, élue à l'AFE pour l'Italie, a épousé Christian LOUVRIER.
INFOS Hebdo adresse ses chaleureuses félicitations et tous ses vœux de bonheur aux jeunes mariés !

Nominations

L'ancien ministre Gilles de ROBIEN, ambassadeur pour la promotion de la cohésion sociale.
Benjamin ANGEL, chef l'unité C5 de la direction générale des affaires économiques et financières à la Commission européenne.
Stéphanie RISO, conseiller au cabinet de Joaquim ALMUNIA, commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires.
Jean-Loup ARNAUD, président de la commission de contrôle du Fonds de modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale. Il succède à M. André GAURON, conseiller maître à la Cour des comptes, nommé dans ces mêmes fonctions en 2001.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. Editeur : le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.
Clause de non responsabilité : l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.
Tel : +33 1 42 34 26 87. Fax: +33 1 42 34 42 08. Mail : r.delpicchia@senat.fr